

Bulletin d'histoire politique

« La gauche n'a pas de tradition » : l'histoire à gauche vue par Charles Gagnon

Ivan Carel



Volume 19, numéro 2, hiver 2011

La gauche au Québec depuis 1945

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1054889ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1054889ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
VLB Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Carel, I. (2011). « La gauche n'a pas de tradition » : l'histoire à gauche vue par Charles Gagnon. *Bulletin d'histoire politique*, 19(2), 38–52.
<https://doi.org/10.7202/1054889ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2011

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

« La gauche n'a pas de tradition » : l'histoire à gauche, vue par Charles Gagnon

IVAN CAREL
Université Concordia

La plupart des options politiques contemporaines soulignent le caractère novateur de leurs idées, le changement qu'induirait leur prise du pouvoir sur l'ensemble de la société. Cependant, et parfois dans le même souffle, elles insistent également sur leur ancrage dans l'histoire de cette société. C'est le cas des mouvements de gauche au Québec. La gauche socialiste, révolutionnaire ou marxiste, celle qui prend son essor dans les années 1960 sous la plume de jeunes intellectuels ou dans les tracts des militants, met une certaine énergie à construire un récit historique, ainsi qu'à revendiquer une filiation idéologique forte lui permettant d'asseoir sa crédibilité sociale et politique. On pourrait penser cependant que cet effort est inutile : l'essentiel n'est-il pas de rompre avec toutes les traditions et faire naître un monde nouveau ? Dans la foulée de 1968, du nouveau printemps des peuples et de la contestation tous azimuts, il faut savoir faire feu de tout bois, y compris de son histoire, pourrait-on croire : « du passé, faisons table rase ». Et pourtant, il n'en est rien. Que ce soit dans *Parti pris*, dans *Révolution québécoise*, dans les pages de *L'Avant-garde*, une des feuilles du FLQ, l'histoire occupe une place prépondérante. Car il est nécessaire d'inscrire son combat dans une tradition, car il est vital de démontrer que le radicalisme, voire la violence politique, n'est pas un phénomène nouveau, n'est pas une importation récente, fruit de quelques jeunes écervelés en mal de sensations fortes. Il faut au contraire inscrire le combat dans une lutte séculaire et historicisée du peuple québécois.

Dans le cadre de cet article, nous ferons essentiellement appel à un témoin que nous croyons d'importance : Charles Gagnon. L'homme est ce théoricien (et praticien) du FLQ qui, en 1966, marche aux côtés de Pierre Vallières devant le bâtiment de l'ONU à New York pour la libération des prisonniers « politiques » québécois. Il est celui des procès des années 1968-1971 aux côtés de Jacques Larue-Langlois et de Michel Chartrand.

Plus tard, on le retrouve à la tête d'En Lutte!, où les figures de Lénine et de Mao ont remplacé celle du Che. Puis, dans les années 1980-1990, son repli politique dû à l'effritement de ces courants ne l'a pas empêché de réfléchir à ces engagements passés et de donner sa version des faits. Trois époques, dont deux qui sont constitutives de la gauche québécoise de la longue Révolution tranquille, et une troisième, plus personnelle, faisant office de regard rétrospectif, au cours de laquelle néanmoins Gagnon a donné son avis sur l'évolution passée et présente de la gauche politique.

À ce témoin, nous posons les questions suivantes: quelle place la gauche radicale des années 1960-1970, dont il a été un des porte-parole, accorde-t-elle à l'histoire? Peut-on déceler des constantes et des ruptures? À travers les lectures de l'histoire se dessinent certains projets, mais aussi une volonté d'inscrire une idéologie dans le temps, d'en légitimer l'existence même aux yeux de la société. C'est quasiment quarante ans de textes, d'engagements d'un homme de gauche dont nous disposons ici. Or nous pourrions constater que si Gagnon a mis énormément d'énergie à inscrire ses propres choix dans une histoire québécoise et mondiale, il n'en reste pas moins circonspect, voire pessimiste, quant aux leçons à en tirer. Comme il le dit lui-même dans un texte de 1999, «La gauche souffre ici d'un premier handicap majeur, historique: *l'absence de tradition*»¹. Non pas faute d'avoir une histoire, mais faute que cette histoire ait abouti à une concrétisation matérielle, à une incarnation dans des partis, des structures, puis enfin une « culture » de gauche qui soit pérenne.

Nous proposons donc ici de retracer ce parcours, en commençant par remettre en contexte brièvement le rapport que les revues intellectuelles de gauche des années 1960 ont entretenu avec l'histoire. Par la suite, nous insisterons plus particulièrement sur les premiers textes de Charles Gagnon, alors qu'il militait au sein du FLQ. Troisièmement, nous aborderons sa période marxiste-léniniste. Enfin, nous conclurons sur l'analyse qu'il fait, dans les deux décennies suivant la fin d'En Lutte!, de ses propres engagements et de son rapport à l'histoire. Dans le cadre de ce dossier sur la gauche, nous espérons ainsi retracer le parcours (parmi d'autres possibles) d'un militant qui a toujours insisté sur l'importance d'asseoir ses convictions sur une analyse solide des conditions historiques. Connaître son histoire, selon Gagnon, permet d'éviter de retomber continuellement dans les mêmes ornières, et de tirer des leçons des expériences passées. C'est la raison pour laquelle il cherchera continuellement à tenter d'expliquer, de comprendre les échecs successifs des mouvements de gauche au Québec.

La gauche des années 1960: légitimer la rupture²

En replongeant dans une des lectures-phare de la gauche des années 1960, la désormais célèbre revue *Parti pris*, on constate que l'histoire y est très

présente. Elle permet de légitimer les prises de position politiques des rédacteurs, elle vise à s'inscrire dans une tradition, elle permet de se détacher de la soumission de fait, des mythes qui, selon eux, enserreraient la société québécoise dans un carcan de fatalisme et d'inertie. Déjà *Cité libre* avait habitué ses lecteurs, notamment sous la plume de Pierre Vadeboncoeur ou de Pierre-Elliott Trudeau, à une volonté de détruire, par l'analyse historique, certains de ces mythes. Cependant, la rupture tient ici en ce que, dans *Liberté* puis dans *Parti pris* notamment, ainsi que dans *Révolution québécoise*³, la réappropriation de l'histoire est une donnée fondamentale du projet de réappropriation collective de la société.

Selon la lecture de l'histoire que nous sert *Parti pris*, avec la Conquête, puis la survivance, les Canadiens français se replient sur leur « ghetto culturel », encouragés par les bourgeois et l'Église à poursuivre le destin que leur intiment l'agriculture et la religion. Les Québécois deviennent ainsi un peuple « chassé de l'Histoire. [...] Nous affirmions le Passé, nous affirmions notre mission civilisatrice, contre l'Histoire et la réalité; [...] »⁴. Les mythes, l'importance que les élites et l'éducation accordent à un passé désincarné, attestent de l'intériorisation de la soumission et de la colonisation. L'Histoire était un lieu de repli pour faire face aux Anglo-saxons : se réfugier dans un passé mythique glorifié permettait d'occulter la déchéance de la Conquête et de la pauvreté économique, politique et culturelle. Mythe d'autant plus fort qu'il tentait de contrecarrer la puissance assimilatrice de l'industrie : « Notre fuite dans le passé, dans la légende, n'a été qu'un mécanisme névrotique d'autodéfense contre l'envahissement du présent anglo-saxon »⁵, affirme Chamberland.

Or il apparaît nécessaire de se réapproprier l'histoire, quitte à en faire un récit autre, afin de démontrer quelles furent les structures d'aliénation, mais aussi et peut-être surtout quels ont été les moments de contestation au sein de cet ordre établi et de ce cadre monolithique. Afin également d'ouvrir d'autres avenues possibles. Les jeunes intellectuels de *Parti pris*, comme l'ont fait leurs collègues de *Liberté*, désirent inscrire leur réflexion et leur action dans le cadre de la lutte, ininterrompue au fil de l'histoire, d'une minorité agissante. Notamment en ce qui concerne les questions de laïcité, ils vont démontrer que c'est là une idée qui n'est pas nouvelle, mais qui a été combattue par l'idéologie dominante. S'inscrire dans ce courant permet de légitimer le discours laïciste des années 1960, de le débarrasser de son image « extrémiste » et coupée des réalités québécoises. Ainsi, dès janvier 1964, Yvan Dionne retrace l'historique de l'idée de laïcisme au Canada français⁶. Il affirme qu'il existe au Québec une tradition de volonté de séparation de l'Église et de l'État et de volonté de considérer la religion comme une affaire personnelle. Les Patriotes et notamment Papineau n'auraient ainsi pas manifesté un esprit suffisamment proche de l'Église, ce qui a valu leur désaveu jusqu'à Lionel Groulx. Puis

viennent l'Institut canadien, la publication du journal *Le Pays* et Wilfrid Laurier. Mais il faut attendre 1961 et la création du MLF pour que cet esprit laïciste revienne au premier plan, en axant ses réflexions autour du socialisme. P. Maheu désire lui aussi inscrire le mouvement de laïcisation des années 1960 dans le courant libéral du XIX^e siècle. Dans son article de 1965 «Les fidèles, les mécréants et les autres», il rappelle qu'une bourgeoisie francophone désireuse de séparer l'Église et l'État existait, mais que l'Église a tout fait pour la faire réprimer par les autorités anglaises, attestant ainsi la collusion entre les deux structures dominantes. Il affirme un an plus tard que «Au Québec, être laïciste, c'est renouer avec les traditions révolutionnaires pour revigorer une culture en déliquescence»⁷. C'est donc paradoxalement au nom d'une critique de la tradition ultramontaine et des coutumes conservatrices que les auteurs de *Parti pris*, comme ceux de *Liberté*, font appel à une autre tradition, plus ancienne selon eux, celle du libéralisme et des Patriotes: la tradition révolutionnaire du XIX^e siècle⁸.

Le travail que mènent les jeunes intellectuels de la revue s'inscrit donc dans une démarche de réappropriation. Pour Chamberland, la lutte de libération nationale prend le visage d'une «catharsis historisante»⁹ tant pour les individus que pour la collectivité. De plus, cette lutte s'inscrit dans le *sens de l'Histoire*, qui mènera à la révolution et au progrès universel. Par conséquent, en s'inscrivant dans le courant du progrès et en s'appropriant ce *sens de l'Histoire*, les intellectuels cherchent à justifier leurs opinions, à les légitimer face à leurs opposants (entre autres à *Cité libre*), qui utilisent la même argumentation à l'égard de ce prétendu sens: «Nous soutenons la lutte de libération québécoise au nom des *mêmes raisons* que ces gens valorisent dans leur croisade anti-indépendantiste: le mouvement de l'histoire, l'universalisme, la mondialisation»¹⁰.

En cette première moitié des années 1960, invoquer le *sens de l'Histoire* pour justifier l'option de l'indépendance, de la laïcité et du socialisme est une démarche que le contexte international tend à faciliter et à encourager. En effet, on n'est pas encore revenu des indépendances coloniales dont le succès et l'audace émerveillent les jeunes intellectuels occidentaux. D'ailleurs, le Québec n'est-il pas, lui aussi, une colonie?¹¹ Cette analogie tiers-mondiste permet aux néonationalistes de rebondir sur deux critiques qu'on pourrait leur formuler: premièrement, ils sont de gauche, donc communistes, admirateurs de l'Union soviétique. Ce à quoi ils rétorquent promouvoir un socialisme *d'ici*, anti-impérialiste, ancré dans l'histoire québécoise. Sont-ils alors nationalistes qu'on leur sert le couplet du conservatisme national. Or ils s'affichent au contraire ouverts au monde, aux idées de gauche, aux luttes de libération nationale. Dans tous les cas, le recours à l'histoire, qu'elle soit ancienne ou plus récente, est indispensable au projet émancipateur mis de l'avant par cette nouvelle gauche.

Lorsqu'il joint le FLQ en 1965, Charles Gagnon est déjà nourri de ces références. Ses premiers textes révolutionnaires renvoient directement aux peuples opprimés de par le monde, qui luttent contre le système oppressant du capitalisme et de l'impérialisme. Mais il va plus loin dans son utilisation de l'histoire, étant donné qu'il a choisi une voie plus radicale que celle de *Parti pris*: la violence politique¹².

La violence politique révolutionnaire

Le FLQ de 1966-1968, dirigé notamment par Pierre Vallières et Charles Gagnon, est différent du FLQ né en 1963. Autant celui-ci était nationaliste dans ses objectifs symboliques et son discours, autant les deux révolutionnaires lui donnent une orientation beaucoup plus socialiste. Ils vont en effet s'attaquer volontiers à la bourgeoisie, qu'elle soit canadienne ou québécoise, car c'est là l'ennemi de l'émancipation populaire: la révolution est autant sinon plus affaire de classes sociales que de classe « ethnique » et l'indépendance nationale est partie prenante d'un objectif plus large de lutte anticapitaliste¹³. Les textes de Charles Gagnon de cette époque insistent alors sur la nécessité, pour les travailleurs québécois, d'acquérir une conscience de classe, une conscience de leur état de dépossédés, et du fait qu'ils sont les seuls à pouvoir changer les choses. Dans ce contexte, le rôle du FLQ est d'être un révélateur de cette situation, en vue de créer ce que l'intellectuel martiniquais Franz Fanon appelle une « violence cathartique »¹⁴: initier la violence, susciter la réaction de l'ordre d'État bourgeois, qui démontre ainsi son caractère répressif, suscitant la colère de la population, qui réagit par l'insurrection, voire la révolution.

Afin d'appuyer cette position, Gagnon analyse différents pans de l'histoire canadienne, et se penche notamment sur les Rebellions de 1837-1838¹⁵. Cet épisode illustre selon lui parfaitement la situation qui régnait alors (et qui régnerait encore en 1966, jusqu'à un certain point), soit celle d'une bourgeoisie locale en mal de reconnaissance politique et économique, faisant face à une aristocratie « parachutée » de l'étranger, monopolisant les postes à responsabilité. De là une tension menant à une violence plus ou moins souhaitée de la part de cette bourgeoisie, prise au dépourvu lorsque la population prend les armes. L'intérêt majeur de cette étude est que Gagnon analyse l'événement en termes de luttes de classes sociales et non pas en termes d'opposition de deux « races », ce qui est l'interprétation alors classique mise de l'avant par le récit nationaliste. Ici au contraire, la bourgeoisie, francophone comme anglophone, se rebelle contre un ordre d'État aristocratique. La population reste étrangère au débat jusqu'à ce qu'elle soit appelée en renfort, par l'usage d'une violence non planifiée et mal gérée, ce qui provoquera l'écrasement du mouvement par le régime anglais.

Quelles leçons Charles Gagnon retire-t-il de cet épisode ? Tout d'abord, le fait que la bourgeoisie suit ses propres intérêts et qu'elle manipule le peuple sans complexe. Donc, si on veut initier un mouvement révolutionnaire, ce n'est pas en appuyant « stratégiquement » la bourgeoisie, même réformiste, qu'on y parviendra. C'est d'ailleurs essentiellement là que l'accord entre *Parti pris* et *Révolution québécoise*, au sein du Mouvement de libération populaire (MLP) achoppe, la première estimant que l'appui à la néo-bourgeoisie de la Révolution tranquille peut permettre d'accéder à l'indépendance, prélude à une véritable révolution, ce que la seconde conteste. Deuxième leçon de cet échec : à partir du moment où le peuple prend les armes contre Sa Majesté, il se fait écraser dans le sang. Il faut donc une stratégie autre, qui s'appuie sur le long terme, qui suscite l'appui du peuple entier. Il faut que ce dernier soit conscient de sa condition de classe exploitée, et qu'il réagisse massivement, mais de façon ordonnée et réfléchie. Or ce rôle de conscientisation et d'organisation ne peut être mené par la bourgeoisie et encore moins par l'Église : il s'agit d'une classe appelée à disparaître et qui ne peut défendre que ses propres intérêts. Ce rôle revient à une avant-garde, dont le travail premier doit être de montrer, en quelque sorte, que le Roi est nu.

Troisième leçon : le peuple québécois, s'il agit seul, ne peut sortir vainqueur de l'affrontement. Divers textes de Gagnon insistent donc sur le caractère international que doit revêtir la lutte. *Feu sur l'Amérique*¹⁶, écrit en prison en 1968, revient ainsi régulièrement sur la comparaison entre la situation québécoise et celle qui prévaut chez les Noirs américains, les Portoricains, les Amérindiens, etc. C'est l'ensemble des peuples opprimés qui doivent se lever contre l'ennemi commun : l'impérialisme et son système, le capitalisme. Là encore, étant donné l'évolution du système capitaliste, on ne peut que constater que la bourgeoisie est condamnée à plus ou moins longue échéance : « [...] la bourgeoisie nationale québécoise, à laquelle l'histoire a refusé une existence "normale", pour parler dans les termes de René Lévesque, est appelée à disparaître »¹⁷. L'impérialisme la menace directement, et elle est prête à tout pour ne pas être annihilée par lui, en même temps qu'elle vit du système capitaliste. Le peuple ne doit pas céder à ce chantage et se laisser entraîner dans une lutte qui n'est pas la sienne.

Déjà donc se met en place dans le discours de Gagnon ce qui constituera l'essentiel de son discours des décennies qui suivront : la nécessité de conscientiser le peuple, la méfiance à l'endroit de la bourgeoisie (même québécoise¹⁸), le besoin d'élaborer une stratégie d'action sur le long terme et s'appuyant sur les leçons du passé. Cependant, la stratégie justement mise en œuvre dans les années 1960 avec le FLQ est sérieusement mise à mal lors de l'affrontement que constitue la Crise d'octobre 1970. Cette crise, tout comme le furent les Rebellions, signe un échec manifeste d'une

certaine stratégie politique. En l'occurrence, la violence spontanée initiée par un groupe d'« avant-garde » mène à une réponse de l'État trop forte pour être contrecarrée. Durant les mois qui suivent la Crise, c'est l'ensemble de la gauche québécoise qui s'en trouve ébranlé : il faut prévoir un autre type d'intervention.

Une conception « scientifique » du monde

En 1970-1971, la gauche québécoise est en pleine restructuration. La Crise d'octobre a non seulement remis en cause un certain mode d'intervention basé sur la spontanéité, ainsi que la pertinence de l'usage de la violence politique, elle a aussi et surtout provoqué à gauche une prise de conscience de la fragilité des mouvements, et la nécessité d'une stratégie à long terme, s'appuyant sur une analyse très précise de la conjoncture. Parallèlement à ce contexte, la radicalisation des luttes syndicales¹⁹, l'échec du PQ aux élections et le visage moins « réformateur » de la Révolution tranquille, confèrent chez les plus radicaux un attrait indéniable à la construction d'un marxisme-léninisme plus affirmé que jamais. Sa première manifestation, au Québec, se fera sous la forme d'une plaquette rédigée par Gagnon et l'Équipe du journal : *Pour le parti prolétarien*, paru en 1972. Ce texte signe le début du mouvement En Lutte!, qui se partagera l'essentiel des effectifs marxistes-léninistes québécois avec la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada jusqu'au début de la décennie suivante, si on fait exception du Parti communiste m.-l. du Canada.

Pour En Lutte!, le récit historique là aussi est essentiel, car non seulement il légitime la ligne politique du groupe, mais il lui permet aussi de se positionner dans le Mouvement communiste international (MCI) et il assied la stratégie d'action, notamment par la critique²⁰ des erreurs du passé. Au sein d'En Lutte!, Charles Gagnon aura à cœur de retracer l'histoire du socialisme et du communisme, également afin de chercher les failles qui ont provoqué la dérive vers le révisionnisme de la plupart des pays ayant accompli une révolution dite socialiste. Il ne faut pas oublier que le marxisme-léninisme est d'abord et avant tout une position pro-Chine, qui s'oppose à l'impérialisme soviétique que Mao accuse d'avoir perverti l'idéal marxiste. Les « authentiques communistes »²¹ sont donc nécessairement les marxistes-léninistes du monde entier qui considèrent que les mouvements communistes traditionnels ont, surtout depuis les années 1960, abandonné l'idéal révolutionnaire au profit de la défense des intérêts de leur propre classe dirigeante. Cette histoire du mouvement communiste, Charles Gagnon la retrace à travers différents textes souvent très fouillés : *Bulletin spécial* n° 40 (1980), « En 1960, qu'était devenu le camp du socialisme ? » (1980) ou encore « Sur la crise du mouvement marxiste-léniniste »²² (1981). Comment peut-on expliquer la « trahison » que constitue le révisionnisme ? Est-ce

l'élite des pays en question qui aurait trahi l'idéal afin de défendre ses intérêts de classe, est-ce l'impérialisme américain qui aurait poussé l'Union soviétique à se défendre par les mêmes armes, ou alors doit-on invoquer les questions économiques et l'idée que les pays qui ont ainsi sombré dans le révisionnisme n'ont pas connu la phase, essentielle, de la révolution industrielle et bourgeoise ?

Cependant l'étude de l'histoire a également une autre fonction, qui se marie bien avec l'air de ces années : mettre en évidence l'inélectabilité de la révolution, à court ou moyen terme et pour peu, évidemment, qu'on se dépense sans compter pour mener à bien la ligne juste. Dans un texte de 1977, retranscription d'un discours, Gagnon rappelle différentes révolutions qui, même si elles ont échoué dans leur tentative de renversement de la bourgeoisie, portent leur lot d'espoirs quant à l'avenir : « Camarades et amis, l'histoire du mouvement ouvrier a connu de grands moments qui sont autant de jalons qui marquent le développement continu de la lutte pour le socialisme depuis plus d'un siècle maintenant »²³. La Commune de Paris, la Révolution d'Octobre 1917 sont ainsi évoquées comme de grands moments qui sont riches de renseignements et qui prouvent le chemin parcouru depuis, lorsqu'on regarde le nombre de pays ayant maintenant embrassé l'idéal communiste :

[...] tout cela [l'échec des tentatives révolutionnaires] ne peut rayer de l'histoire que, dans le sillage de la révolution d'octobre 1917, un vent de libération invincible s'est développé dans les régions coloniales du globe et que de nombreux peuples colonisés ont conquis leur indépendance. Cela ne peut nous faire oublier que le prolétariat révolutionnaire a été à l'avant-garde de la lutte antifasciste partout dans le monde dans les années 1930 et 1940²⁴.

Quant à l'étude scrupuleuse des classes sociales, de leur rôle dans l'histoire (autant la bourgeoisie que le prolétariat), elle permet de délimiter les lignes d'action à adopter. Par exemple, faut-il préférer l'entrisme en usine, ou au contraire la formation d'une avant-garde conscientisée qui, à son tour, formera d'autres camarades ? Le matérialisme historique peut fournir une réponse à ces interrogations essentielles, le marxisme étant alors considéré comme une science exacte. De l'étude de la conjoncture, des conditions objectives et subjectives²⁵, découleront la stratégie à adopter. Ce sont de telles analyses de l'histoire ainsi que des textes des théoriciens du marxisme que naîtra une des principales divergences entre En Lutte ! et la Ligue, soit justement le rôle des élites dans le mouvement, ainsi que celui de la propagande. La grille de lecture de l'histoire telle qu'elle est appliquée par les mouvements marxistes-léninistes les encourage également à adopter l'objectif (à moyen terme) de la création d'un parti politique. C'est le parti communiste seul qui peut effectivement endosser la révolte populaire et la transformer en révolution efficace, comme l'a démontrée l'expérience russe de 1917.

Cependant, il est important de nuancer cet aspect « mécaniste » qu'on pourrait attribuer à l'histoire chez les groupes marxistes-léninistes. En effet, il n'est pas de déterminisme absolu qui conditionne le futur de l'évolution des sociétés. Un des articles de Gagnon²⁶ insiste ainsi sur la liberté que nous avons, en tant qu'individus et en tant que société, de poser des choix éclairés. L'homme reste l'artisan de son avenir – posture foncièrement moderne – et doit lutter pour passer d'un état de société à un autre.

L'importance, à *En Lutte!*, du thème du révisionnisme dans les années 1980-1981 occulte difficilement l'effritement interne du groupe, qui se disloquera définitivement en 1982. D'ailleurs, Gagnon avait alors abandonné l'idée que ce révisionnisme ait pu naître d'une trahison des élites. La Chine elle-même, surtout après la mort de Mao, adoptait des attitudes tendant à prouver qu'elle ne visait plus exclusivement la victoire mondiale du communisme, mais plutôt ses propres intérêts de grande puissance. Se peut-il alors que ce soient les conditions économiques prévalant dans ces pays qui les aient empêchés d'atteindre le communisme véritable? Toujours est-il qu'à la mort d'*En Lutte!*, Gagnon part un an au Mexique, où il étudiera notamment le mode de production asiatique, ainsi que les civilisations précolombiennes. De retour à Montréal en 1983, il entame une réflexion plus large sur la gauche des années 1960, qui l'amène de nouveau à se pencher sur l'histoire, mais dans une perspective beaucoup plus récente et introspective. Il devient alors nécessaire selon lui de tirer des leçons du passé.

Tirer des leçons du passé

Manifestement, les années 1980-1982 sont également très difficiles pour la gauche. Dix ans après la Crise d'octobre, alors que « le paradigme rouge » semble avoir phagocyté une bonne partie du discours de la gauche, le voici qui éclate brusquement. En quelques mois, *En Lutte!*, puis le Parti communiste ouvrier (PCO, qui avait succédé à la Ligue), disparaissent. La crise économique, les compressions budgétaires des différents gouvernements, l'amenuisement général de l'engagement militant, transforment radicalement l'horizon de la gauche québécoise. Le « silence des intellectuels » est ainsi autant sinon plus attribuable à cet essoufflement des grandes causes qui ont porté la « génération lyrique » que seulement à la victoire du Non au référendum.

Pour Charles Gagnon, ce sera désormais *via* le cadre universitaire, ainsi que par des engagements individuels et plus ponctuels, qu'il va se prononcer sur l'actualité. Il ne négligera certainement pas la dimension historique, qui sera même au contraire au cœur de ses réflexions. En effet, il commence alors un projet de thèse de doctorat (inachevé) portant sur la *New Left* américaine des années 1960. Délaisant sa thèse à la fin des an-

nées 1980, il poursuivra cependant sa réflexion dans un vaste essai (lui aussi inachevé), intitulé *La crise de l'humanisme*²⁷. Au-delà de cette analyse des idéologies contemporaines, perce le long terme, puisqu'il estime que les courants contestataires de ces années sont attribuables à une « crise de l'humanisme occidental », cet humanisme qui, depuis les Lumières, porte l'idéal de progrès et place l'Homme au centre de tout. Les ravages des Guerres mondiales mettent à mal cet idéal, et selon Gagnon, le sursaut intellectuel et militant des années 1950-1970 est manifeste d'une volonté de repenser l'humanisme à travers ses deux principales exigences : l'épanouissement et la liberté individuelle d'une part, et la responsabilité collective d'autre part. Le thème de l'aliénation, mot-phare des années 1960, recoupe parfaitement ces deux aspects du renouveau humaniste. Par ce travail sur le long terme, dans lequel il rattache notamment les mouvements de gauche de la Révolution tranquille au réformisme chrétien des décennies précédentes, Charles Gagnon fait le point sur son propre parcours, sur les différents « livres »²⁸ de sa vie.

Il le fera en d'autres endroits, utilisant parfois un ton cinglant pour dénoncer le moralisme ambiant et la frilosité de ses contemporains, spécialement ceux qui sont autorisés à s'exprimer sur les différentes scènes publiques. Il revient ainsi régulièrement sur quelques épisodes constitutifs de sa propre histoire, et de celle de la gauche québécoise, comme notamment le mouvement McGill français de 1969²⁹, la Crise d'octobre 1970³⁰, ou les mouvements marxistes-léninistes, envers lesquels il se montre parfois critique. À travers ces textes, point l'idée de la nécessité d'un récit historique qui soit dédramatisé, dépassionné, démoralisé en quelque sorte. Ce n'est pas en jetant l'anathème sur tel ou tel mouvement que la gauche parviendra à se créer une mémoire et une tradition. Ce n'est pas non plus par le discours de fin des idéologies, de relativisme absolu, même en sciences, que l'on parviendra à faire avancer le discours de gauche. Au contraire, il lui semble que c'est le signe non seulement d'un danger de dilution complète des valeurs de progrès, d'humanisme et de modernité, mais qu'en plus ce relativisme rend tout à fait inutile l'engagement militant, qui, lui, ne peut s'affirmer que par un minimum de conviction. Son inquiétude des années 1980-1990 repose donc en grande partie sur le refus, de la part des élites en place, de tenir compte de façon objective des erreurs du passé, mais aussi d'un discours ambiant qui, à terme, conduit la société à nier sa propre capacité à échapper au *statu quo*, valorisant le consensus moral individualiste, donc le retour du religieux (voire du mysticisme³¹) et du conservatisme.

Par ailleurs, Gagnon affirme que la gauche québécoise n'a pas de tradition ni de mémoire collective, étant dénuée d'organisation viable à long terme : conséquemment, elle est condamnée à faire face à un éternel recommencement, à être toujours divisée ou à vouloir se faire le lobby d'un

parti centriste. Il serait donc essentiel selon lui que l'on étudie l'histoire de cette gauche de façon très systématique et nuancée. Ainsi, évoquant les mouvements marxistes-léninistes des années 1970, la leçon à en tirer serait que son dogmatisme est à porter au discredit de son détachement des réalités objectives :

[...] ce n'est pas pour rien que l'extrême gauche nord-américaine, y compris la québécoise, a, plus facilement que l'europpéenne, cédé au dogmatisme dans les années 1960 et 1970 : elle a fait son apprentissage de l'histoire, c'est-à-dire celle de la lutte pour le socialisme, davantage dans les livres [...] que dans le contact et les échanges avec les générations militantes antérieures et le mouvement ouvrier d'ici³².

Il importe donc de construire une mémoire qui ne soit pas qu'anecdotique, et qui retienne les leçons de ces erreurs. Dans le même souffle, Gagnon affirme qu'il est nécessaire de construire un discours qui se détache d'une phraséologie déconnectée des réalités, comme le thème du colonialisme, ou la défense toute « morale » des droits individuels, car ce discours ne propose concrètement aucune solution aux problèmes économiques, sociaux et politiques que pose le capitalisme néo-libéral. Le pouvoir n'est pas un objet à conquérir³³, mais un rapport de forces, dont l'histoire est un élément essentiel.

Conclusion

Chacune des fractures qu'a connues Charles Gagnon dans son parcours militant (1964, 1972, 1982) peut être comparée aux mutations même qu'a connues la gauche radicale au Québec. La deuxième moitié des années 1960 sont celles d'une certaine violence dans les pratiques comme dans les discours. Sous le couvert de l'idéologie de la libération nationale, la vision de l'histoire est souvent manichéenne, opposant le peuple soumis à ses oppresseurs. La Crise d'octobre 1970 vint bouleverser la donne, et suggère chez les marxistes l'étude matérialiste de l'histoire qui permettrait de donner la clé de la ligne et de la stratégie d'action justes. Les successions d'échecs et la démoralisation des années 1980 sonnent le glas de cette grille de lecture. Et les décennies suivantes vont constamment osciller entre l'appui aux groupes de citoyens ayant souvent des revendications particulières atomisées et la nécessité de construire un parti pour les rassembler.

Ces fractures significatives s'accompagnent à chaque fois, du moins chez Charles Gagnon, de la construction d'un récit historique permettant de légitimer le projet politique et idéologique proposé. Cette utilisation de l'histoire a pour objectif d'inscrire ledit projet dans une tradition sur le long terme, afin de pallier le problème majeur qu'il décèle chez la gauche québécoise : l'absence de cette tradition, de cette culture profondément ancrée dans les consciences qui, chez d'autres peuples, permet de plus grandes

avancées. Or, finalement, sur quoi insiste-t-il dans ses textes, sinon sur des échecs: les Rebellions, la Commune, la New Left, l'URSS, la Chine, l'Albanie, les mouvements de libération nationale (dont le FLQ), le marxisme-léninisme, autant de tentatives qui n'ont pas abouti à l'éradication de l'impérialisme ni du capitalisme. C'est de là, de ces tentatives, de ces échecs, de cette histoire, que tout penseur de gauche doit partir, afin de ne pas retomber dans les mêmes ornières.

La réflexion que Charles Gagnon mène sur l'histoire, et en particulier sur l'histoire de la gauche au Québec et dans le monde au cours de ces décennies, reflète donc une partie des interrogations qui émaillent la gauche québécoise. Bien que son postulat évolue peu, ses conclusions quant aux stratégies à adopter changent selon les conjonctures, permettant de légitimer telle ou telle pratique, telle ou telle idéologie. L'histoire de la gauche, lorsqu'elle est écrite par un homme de gauche, est indissociable de l'actualité de cette gauche. Ce qui est certainement tout aussi vrai pour n'importe quel courant idéologique. Il s'agit donc, dans ce cas, d'un exemple d'utilisation de l'histoire où il devient parfois difficile de faire la distinction entre l'histoire d'un courant idéologique et l'idéologie appliquée à l'histoire.

Notes et références

1. «Est-ce bien le moment de créer un parti?», à paraître dans Charles Gagnon, *La crise de l'humanisme. Vol. 3 de l'anthologie des écrits politiques de Charles Gagnon*, Montréal, Lux éditeur.
2. Cette partie est inspirée de notre thèse: *Les revues intellectuelles entre empêchement et émancipation*, Montréal, UQAM, 2007, 599 p.
3. Qui sont toutes des revues auxquelles Charles Gagnon a collaboré, de façon plus ou moins étroite il est vrai. Entré à *Cité libre* en 1964 sur l'invitation de Pierre Vallières, les deux hommes en sortent (de façon plus ou moins volontaire) la même année pour fonder *Révolution québécoise*.
4. Pierre Maheu, «L'œdipe colonial», *Parti pris*, vol. 1, n° 9-11, été 1964, p. 21.
5. Paul Chamberland, «De la damnation à la liberté», *Parti pris*, vol. 1, n° 9-11, été 1964, p. 70.
6. Yvan Dionne, «Le laïcisme au Canada français», *Parti pris*, vol. 1, n° 4, janvier 1964, p. 4-22.
7. Pierre Maheu, «Chronique du laïcisme ou mouvement laïque: virage à gauche», *Parti pris*, vol. 3, n° 10, mai 1966, p. 56.
8. «Il y a là comme une espèce d'invocation d'un raisonnement libre de la raison, mais qui prétend toujours se rattacher à une attache traditionnelle, qui s'attaque à la coutume dans ce qu'elle contient de préjugés mais qui pourtant conserve la tradition et la coutume comme valeur». Jean-Luc Cossette, dans Groupe d'étude interuniversitaire sur la postmodernité, *Débats sur la révolution*, Montréal, UQAM, 1989, 74 p., p. 12.
9. Paul Chamberland, «De la damnation à la liberté», *loc. cit.*, p. 78.

10. *ibid.*, p. 83.
11. Sur le thème de la colonie tel qu'utilisé au Québec au début des années 1960, on consultera notamment Mathieu Lavigne, *L'idée de décolonisation québécoise le discours tiers-mondiste au Québec et sa quête identitaire (1963-1968)*, mémoire de maîtrise en histoire, Université de Montréal, 2007, 252 p.
12. On peut analyser le fameux *Nègres blancs d'Amérique* de Vallières de la même manière : l'auteur consacre près de 60 pages à l'histoire du Québec, depuis les premiers colons jusqu'aux années 1960, pour expliquer les raisons de son engagement et légitimer le mode d'action qu'il a choisi. *Nègres blancs d'Amérique*, Montréal, Typo, 1994 [Parti pris, 1968], p. 59-122.
13. Dans son texte « Je suis né au Bic », rédigé en 1970, Gagnon affirmera : « À la différence de bien des Québécois, dont plusieurs camarades de 1965, je ne suis pas venu à la révolution en passant par l'indépendance, mais je fus plutôt d'abord réformiste pour ensuite devenir révolutionnaire, en assumant dès le départ que l'indépendance du Québec était une composante de la révolution ». *Feu sur l'Amérique*, vol. 1 des écrits politiques de Charles Gagnon, Montréal, Lux éditeur, 2006, p.182.
14. Frantz Fanon, *Les damnés de la terre*, Paris, La Découverte, 1961.
15. Charles Gagnon, « Les classes sociales au Québec. 1ère partie : les Troubles de 1837-1838 », paru initialement dans *L'Avant-garde*, cahier n° 4, juin 1966, p. 38-52, bulletin destiné à la formation idéologique des cadres du FLQ. Texte reproduit dans *Feu sur l'Amérique*, *op. cit.*, p. 31-60.
16. Charles Gagnon, « Feu sur l'Amérique : proposition pour la révolution nord-américaine. Une Amérique à détruire, une Amérique à bâtir », Montréal, Prison de Bordeaux, été 1968, reproduit dans *Feu sur l'Amérique*, *op. cit.*, p. 101-157.
17. Charles Gagnon, « Le PQ ne peut promouvoir les intérêts des travailleurs », *Le Devoir*, 5-6 janvier 1971, reproduit dans *Feu sur l'Amérique*, *op. cit.*, p. 189.
18. Voir notamment un de ses textes les plus « vivants » de cette époque : « Père Jules », où l'auteur, dans une lettre à son père, rappelle constamment l'opposition entre les « gros » et les « petits ».
19. On pense notamment à la grève de Firestone, au Front commun de 1972, aux plates-formes anticapitalistes des syndicats (*Ne comptons que sur nos propres moyens* de la CSN par exemple).
20. Critiques et autocritiques sont monnaie courante au sein de la gauche radicale de ces années, où la recherche de la ligne juste ne souffre pas de divergences trop accentuées, considérées suspectes.
21. « La bourgeoisie veut couper les ailes au mouvement ouvrier », dans *Unité prolétarienne*, n° 8, décembre 1977, p. 44-50, reproduit dans Charles Gagnon, *En Lutte !*, vol. 2 de l'anthologie des écrits politiques de Charles Gagnon, Montréal, Lux éditeur, 2008, p. 91.
22. Ces trois textes sont reproduits dans *En Lutte !*, *op. cit.*
23. « La bourgeoisie veut couper les ailes au mouvement ouvrier », *loc. cit.*, p. 89.
24. *Ibid.*, p. 90.
25. Selon Lénine, les conditions objectives renvoient aux structures en place, tandis que les conditions subjectives réfèrent à l'expression de la liberté des

sociétés quant à leur propre transformation. La formulation d'un projet révolutionnaire cohérent ne peut que prendre en compte ces deux facteurs.

26. Pour une conception scientifique du monde, «Déterminisme ou liberté?», dans *Unité prolétarienne*, n° 24, avril-mai-juin 1981, p. 32-37, reproduit dans *En Lutte!*, *op. cit.*, p. 233-247.
27. UQAM, Service des archives et de la gestion de documents, fonds Charles-Gagnon (124P). Il est à noter que certains extraits de ces travaux sont en voie de publication dans le vol. 3 des écrits politiques de Charles Gagnon, à paraître chez Lux, Montréal.
28. Voir notamment le texte Préface (1993) à *La crise de l'humanisme*, UQAM, Service des archives et de la gestion de documents, fonds Charles-Gagnon (124P)
29. «McGill français et le mouvement étudiant», Conférence prononcée en mars 1999 à l'occasion du 30e anniversaire de l'Opération McGill.
30. *Octobre (1990)*, dans *Ne dites pas à mon père que je suis Québécois. Il me croit Canadien dans un Québec libre. Chroniques perdues et retrouvées d'une décennie morose*, Candiac, Québec, Les Éditions Balzac, 1992, p. 85-95.
31. Voir notamment son texte «Remarque sur les sources idéologiques du Nouvel-Âge», UQAM, Service des archives et de gestion des documents, fonds Charles-Gagnon (124P)
32. «Est-ce bien le moment de créer un parti? » (1999), document rédigé à la demande d'une militant du Rassemblement pour une alternative politique.
33. «Lettre à un ami» (2005), à paraître dans Charles Gagnon, *La crise de l'humanisme. Vol. 3 de l'anthologie des écrits politiques de Charles Gagnon*, Montréal: Lux éditeur.

QUEBEC
MONTREAL
1^o MAI

7.30 p.m.

MANIFESTATION



LIBRES

CSN-FCII, 1972, coll. de François-Guy Touchette.